

**DIRECTION SANTÉ PUBLIQUE  
ET ACCESSIBILITÉ**

**ARRÊTÉ DE DEROGATION  
HORAIRES TRAVAUX BRUYANTS**

**N° 139 – 2022 / Santé Publique**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2212-2,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment les articles L. 1311-1, L.1311-2, L.1312-1, L.1421-4, R. 1336-4 à R.1336-11 et R.1337-6 à R.1337-10-2,

Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles L.571-1 et suivants,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 modifiée, relative à la lutte contre le bruit,

Vu l'arrêté préfectoral n°07-1679 du 22 mai 2007 relatif à la lutte contre le bruit, notamment les articles 2 et 3,

Vu l'arrêté municipal du 15 octobre 2008, modifié par arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2018, relatif aux bruits de voisinage sur la commune de La Rochelle, notamment son article 5 concernant les travaux bruyants, les chantiers de travaux publics ou privés, qui donne la possibilité au Maire d'accorder, par arrêté, des dérogations dans certaines circonstances,

CONSIDERANT la demande de de Monsieur Paulo LOURENCO de l'Entreprise de Construction et Bâtiment du Littoral « ECBL » du 6 décembre 2022 pour des travaux de coulage d'un plancher sur le chantier de construction « Lélío » avenue de Rompsay à La Rochelle, la nuit du 9 au 10 décembre 2022,

**- ARRETE -**

- Article 1<sup>er</sup> - L'entreprise « ECBL » est autorisée, à titre dérogatoire, à réaliser les travaux de coulage d'un plancher nécessitant un lissage sur le chantier « Lélío » situé 60 avenue de Rompsay à la Rochelle, la nuit du vendredi 9 au samedi 10 décembre 2022, entre 18 heures et 8 heures du matin.
- Article 2 - L'entreprise « ECBL » devra :
- Utiliser des matériels et engins de chantier conformes à la réglementation en vigueur,
  - Informer les riverains des horaires, de la durée et de la nature des travaux,
  - Afficher visiblement sur le chantier le présent arrêté.
- Article 3 - En cas de non-respect du présent arrêté ou en cas de plaintes de riverains et de nuisances au voisinage, la présente autorisation pourra être retirée.
- Article 4 - La Directrice générale des services de la Ville est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle,

POUR LE MAIRE et par délégation,  
la Conseillère municipale déléguée  
Delphine CHARIER



Signé électroniquement par : Delphine Charier

Date de signature : 07/12/2022

Qualité : Delphine Charier

**NB**

Le present arrete peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois suivant la publication par affichage ou notification.

Il peut faire également l'objet d'un recours administratif auprès du Maire dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.

Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : <http://www.telerecours.fr>.